



**PRÉFET  
DE LA MEUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



# Rapport d'activité des services de l'État en Meuse 2022





# Éditorial

Un État protecteur et bâtisseur : tel est le fil conducteur de mon action qui s'inscrit dans la continuité de celle de ma prédécesseure en tant que représentant de l'État dans le département. Arrivé il y a quelques semaines, j'ai tenu à vous rencontrer, élus, entrepreneurs, salariés et bénévoles. J'ai pu mesurer votre engagement et votre attachement au territoire et la nécessité de travailler ensemble dans la même direction pour co-construire les politiques et les services dont les Meusiens et Meusiennes ont besoin au quotidien.

Après une année 2021 marquée par la sortie de la crise sanitaire, avec le plan France Relance, ce sont près de 145 millions d'euros qui ont été accordés par l'État aux collectivités, entreprises, associations et citoyens, pour mieux produire, pour favoriser l'emploi, pour renforcer les solidarités ainsi que pour poursuivre l'aménagement durable du territoire. Le retour de la guerre sur le sol européen et l'inflation, nous ont conduit à mettre en place des mesures de protection des déplacés, mais également des actions en faveur du pouvoir d'achat et de la compétitivité des entreprises. Les effets du réchauffement climatique qui ont des incidences plus marquées, nous amène à repenser notre politique en matière de préservation des ressources et de protection de l'environnement.

Je tiens à saluer la mobilisation et l'engagement des services de l'État au profit de nos concitoyens et du territoire meusien dans la mise en œuvre des politiques prioritaires engagées par le Gouvernement. Aux côtés des acteurs et partenaires du territoire, au premier rang desquels figurent les collectivités territoriales et leurs groupements, l'État a été au rendez-vous de ses grandes missions : un État qui protège au quotidien, un État qui garantit le respect des droits fondamentaux et des libertés publiques ainsi que le respect de la loi et un État qui accompagne les territoires.

Sans prétendre à l'exhaustivité, le présent rapport d'activité des services de l'État pour l'année 2022 veut rendre compte de l'action des femmes et des hommes qui sont le visage et les mains de l'État en Meuse.

Je vous souhaite une bonne lecture de ce rapport.

Xavier DELARUE,  
Préfet de la Meuse



## **L'ÉTAT AGIT EN MEUSE POUR**

### **PROTÉGER , PRÉVENIR ET PROMOUVOIR**

**P. 6**

- 1 - Lutter contre la délinquance et les trafics de stupéfiants
- 2 - Garantir la cohésion sociale, promouvoir l'égalité des chances et la citoyenneté
- 3 - Protéger la santé
- 4 - Élargir le champ des possibles

### **ACCOMPAGNER LES TERRITOIRES DANS LEUR TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉCONOMIQUE**

**P. 28**

- 1 - Favoriser le développement durable
- 2 - Renforcer l'attractivité du territoire

### **LES VISITES OFFICIELLES ET LES ACTIONS CULTURELLES**

**P. 48**





**PROTÉGER, PRÉVENIR ET  
PROMOUVOIR**





# LUTTER CONTRE LA DÉLINQUANCE ET LES TRAFICS DE STUPÉFIANTS

## › RENFORCER LA SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN

La délinquance est constante en Meuse. L'évolution des faits d'atteintes aux biens et à l'intégrité physique connaît une augmentation inférieure à celle constatée au niveau national. Les forces de l'ordre sont fortement engagées dans l'élucidation des faits qui atteint 60% en zone police, soit un taux supérieur au niveau national. L'action forte des policiers et des gendarmes se traduit par des résultats positifs, le démantèlement de dizaines de points de deal et l'augmentation de la répression du trafic et de la consommation qui l'alimente.

### Lutter contre les trafics de stupéfiants

L'action des forces de l'ordre contre les stupéfiants est la première priorité, pour démanteler les trafics et pour dissuader la consommation en intensifiant les contrôles et enquêtes, en parfaite collaboration avec la politique pénale définie par les procureurs de Bar-le-duc et Verdun.

22 trafics et points de deal de stupéfiants ont été démantelés (en zone police) dans le département entre 2021 et 2022, notamment grâce à la mise en place d'un "groupe stupéfiant à vocation départementale" en avril 2022.



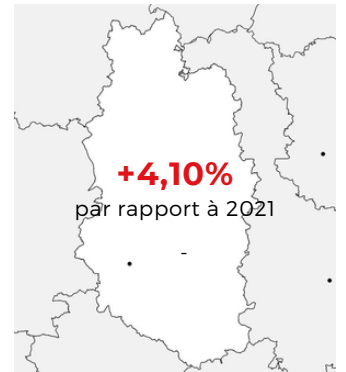
Lors d'un contrôle routier, un véhicule venant de Ligny en Barrois fait demi-tour à la vue des forces de l'ordre. Suivi par les policiers, le conducteur, originaire de Saint-Dizier et âgé de 29 ans, tentait de prendre la fuite et finissait par être interpellé après avoir perdu le contrôle de son véhicule. Sous son siège étaient découvertes 2.840kg de résine de cannabis. Il expliquait avoir été mandaté par des individus pour convoyer les stupéfiants de Nancy à Saint-Dizier, sans révéler leur identité. Il ajoutait avoir quitté la RN4 à Ligny-en-Barrois pour passer à Bar-le-Duc, ayant appris par les réseaux sociaux que les gendarmes procédaient à un contrôle entre Ligny en Barrois et St Dizier. Le refus d'obtempérer était retenu, ainsi que le défaut de permis de conduire, la détention et le transport de stupéfiants. A l'issue de sa garde à vue, une Convocation Après Reconnaissance de Culpabilité lui était notifiée pour une audience au Tribunal Judiciaire de Bar-Le-Duc.

### Soutenir les actions de prévention sur le territoire

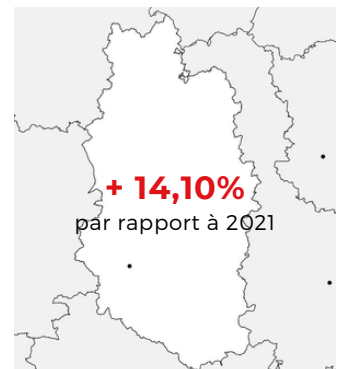
En 2022, l'Etat a financé des actions de prévention de la délinquance ainsi que de lutte contre la radicalisation et les addictions à hauteur de près de 150 000 euros au titre du FIPDR et de la MILDECA :

- Délinquance : 77 000 €
- Sécurisation : 36 170 €
- Radicalisation : 10 600 €
- Addictions : 26 000 €

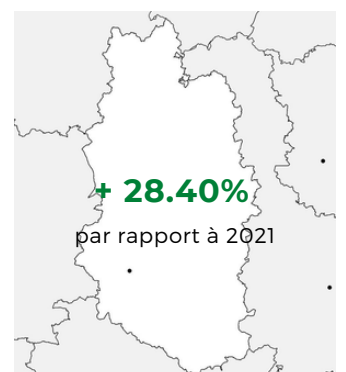
### Les atteintes aux biens



### Les atteintes volontaires à l'intégrité physique



### Les infractions à la législation sur les stupéfiants

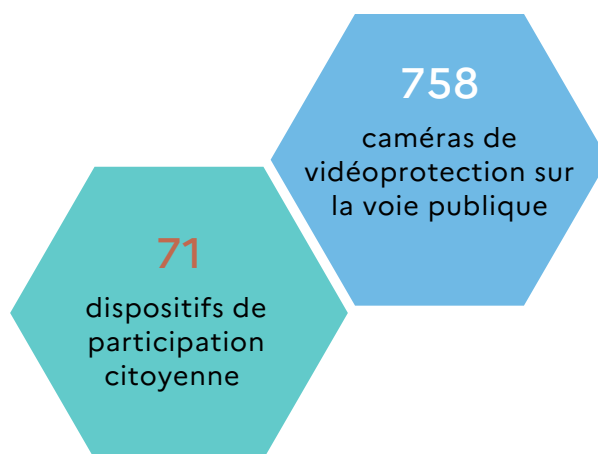


## Coordonner et renforcer les moyens d'action

### Associer les citoyens et les collectivités

Sept communes meusiennes sont dotées d'une police municipale. Le 13 juillet 2022, une convention de coordination entre la Police nationale et la Police municipale de Verdun a été signée.

Le déploiement de la vidéoprotection et l'implication des citoyens participent de la prévention des infractions.



### Renforcer les moyens des forces de l'ordre dans les territoires

#### Augmentation des effectifs de police



Accueil des nouveaux policiers - Verdun, 11 février 2022

10 nouveaux policiers ont été affectés au commissariat de police de Verdun au début de l'année 2022.

#### Concertation pour la création de brigades de gendarmerie

Le Président de la République s'est engagé, à créer 200 nouvelles brigades de gendarmerie au cours du quinquennat pour renforcer la sécurité de tous les Français et améliorer la prise en compte des victimes. En Meuse, deux réunions de concertations ont été organisées avec les maires, en fin d'année 2022, à Sivry-sur-Meuse et à Sampigny.

L'objectif est de renforcer le maillage du territoire, là où le besoin de proximité se fait ressentir en prenant notamment en compte les zones les plus touchées ainsi que les personnes les plus exposées et les plus isolées afin de mieux lutter contre la délinquance sous toute forme, en intégrant aussi de nouveaux outils et de nouvelles technologies.



Concertation territoriale - Sivry-sur-Meuse, le 21 novembre 2022

## › LUTTER CONTRE LA DÉLINQUANCE ROUTIÈRE

En 2022, le nombre de tués sur les routes de Meuse est supérieur à celui de l'année 2021. Le nombre d'accidents et de blessés a diminué par rapport à 2021.



Les principaux facteurs d'accidents en 2022 sont la consommation d'alcool et/ou de stupéfiants ainsi que la vitesse, suivis de l'inattention et du refus de priorité.

Par ailleurs :

- 35 % des tués sont des usagers vulnérables (piétons, cycles et deux-roues motorisé)
- 29 % des tués sont des seniors
- la tranche d'âge 18-24 ans est la plus impliquée dans l'origine des accidents

L'enjeu essentiel de la politique de prévention en matière de sécurité routière est de sauvegarder des vies grâce à la mise en place d'actions de prévention. Ces actions permettront, par une meilleure connaissance des risques, de faire évoluer les comportements des automobilistes grâce au plan départemental d'actions de sécurité routière (PDASR).

### Le plan départemental d'actions de sécurité routière (PDASR).

En 2022, les trois principaux enjeux ont été :

- la lutte contre les addictions et les distractions,
- la protection des usagers les plus vulnérables (plus particulièrement les seniors),
- les deux-roues motorisés.



En 2022 :

- 40 000 euros
- 17 300 personnes sensibilisées
- 62 jours de prévention



Action de prévention à destination de 400 lycéens du lycée Poincaré - Bar-le-Duc, 29 septembre 2022

### Journée de sensibilisation à Bar-le-Duc

Organisée avec l'Éducation Nationale et les associations partenaires, une action de prévention a été menée en effectuant des simulations d'accidents, par M. Pascal Dragotto, cascadeur professionnel.

Pour compléter cette animation, des ateliers "sécurité routière" ont été mis en place l'après-midi dans tous les lycées de Bar-le-duc.

## › LUTTER CONTRE L'IMMIGRATION ILLÉGALE

### *L'éloignement des étrangers en situation irrégulière*

L'éloignement des étrangers en situation irrégulière est nécessaire lorsqu'ils constituent une menace pour l'ordre public ou qu'ils ne cherchent pas forcément à s'intégrer à la communauté nationale, en particulier par le travail

- interpellés sans titre de séjour ;
- déboutés du droit d'asile ;
- sortants de prison, soit parce qu'ils ne résidaient pas en France de façon régulière avant leur incarcération, ou parce que leur maintien en France constituerait une menace pour l'ordre public.

L'éloignement en chiffres des étrangers en situation irrégulière



112  
étrangers en situation irrégulière

dont 109  
étrangers sortants de prison

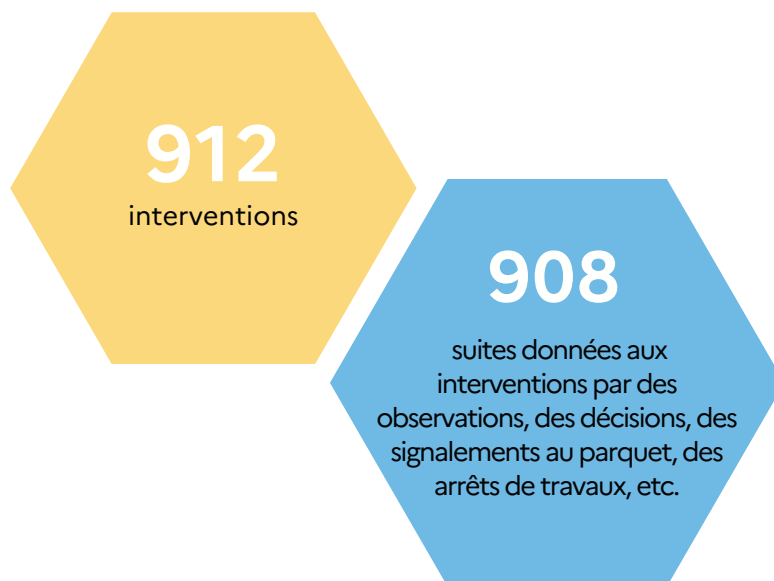
### *Opération d'éloignement des étrangers en situation irrégulière présentant un risque de troubles à l'ordre public*

Une opération nationale d'éloignement de personnes en situation irrégulière et représentant un trouble à l'ordre public a été mise en œuvre.

L'objectif national a été fixé à 1 000 éloignements pour la période comprise entre le 1er juillet et le 31 décembre 2021. Au terme de l'opération, **39 personnes** répondant aux critères de l'opération, ont été éloignées par la Préfecture de la Meuse.

## › SANCTIONNER LES INFRACTIONS À LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

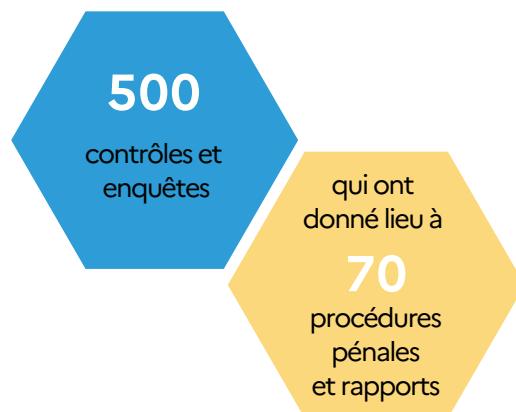
Le service public de l'inspection du travail a notamment pour finalité d'assurer le respect de certains droits, parmi lesquels le droit à la rémunération, au repos et à la protection de la santé des salariés. Les agents de contrôle de l'inspection du travail ont pour mission de contrôler l'application du droit du travail (code du travail, conventions et accords collectifs) dans tous ses aspects.



### *Procédures d'inspection du travail et sanctions*

En 2022, l'inspection du travail a relevé des infractions notamment sur les thématiques suivantes :

- Travail dissimulé et emploi d'étrangers sans titre de travail ;
- Risques de chute lors de travaux en hauteur ;
- Accidents du travail graves et mortels ;
- Hébergements non conformes de salariés au sein d'entreprises ;
- Absence ou non-conformités des installations sanitaires de chantier ;
- Absence de repérage amiante avant travaux sur des chantiers du bâtiment ;
- Absence de déclaration de chantier forestier par les entreprises intervenantes ;
- Absence de cartes CIBTP (Carte d'identification professionnelle du bâtiment) pour les salariés employés sur des chantiers.



## Exemples d'infractions relevées

Contrôle d'un chantier de rénovation d'un restaurant à Bar-le-Duc lors duquel il a été constaté l'absence de repérage amiante avant travaux. Le maître d'ouvrage a été sanctionné d'une amende administrative d'un montant de 2 500 €



Contrôle de conditions d'hébergement au sein d'un restaurant à Bar-le-Duc : condamnation à 4 000 € d'amende pour la personne morale et 4 000 € d'amende pour la personne physique.



Le 14 avril 2021, un salarié était occupé à la manipulation de panneaux de treillis soudés métalliques, stockés verticalement le long d'un quai, dans une zone peu fréquentée d'une cour de matériaux. La victime a été retrouvée au sol, coincée sous une pile d'une cinquantaine de treillis soudés. Elle est décédée à la suite de ses blessures.

Après l'édition d'un procès-verbal relevé à l'encontre de la société, l'audience a eu lieu en novembre au Tribunal Judiciaire de Bar-le-Duc. La société a été condamnée à 15 000 € d'amende et l'employeur a été condamné à 6 mois d'emprisonnement avec sursis et à plusieurs amendes.

### Les comités opérationnels départementaux anti-fraude (CODAF)

La mission du CODAF est d'améliorer la connaissance réciproque entre les services, d'organiser des opérations conjointes et des échanges de renseignements, de proposer des formations et de partager les expériences afin d'améliorer l'efficacité de la lutte contre toutes les fraudes, qu'elles concernent les prélèvements obligatoires ou les prestations sociales :

- 30 fiches « action » remontées au secrétariat du CODAF et transmises à la Mission interministérielle de coordination anti-fraude (MICAF)
- 3 procédures pénales transmises par les services de l'URSSAF.
- Les 2 Parquets sont venus en appui ou en contrôle à l'instar des contrôles au sein de la discothèque de Thionville

### Exemples d'infractions relatives au travail dissimulé

- Établissement à Boulogny : condamnation 2 000 € pour la personne morale (sursis) et 2 000 € pour la personne physique (sursis)
- Salons de coiffure à Bar-le-duc et Commercy : 10 000 euros d'amende pour la personne morale et 10 000 € la personne physique et fermeture administrative des deux établissements pour 1 mois.

## Lutter contre les violences faites aux femmes

La lutte contre toutes les violences sexistes et sexuelles est le premier pilier de la Grande Cause du quinquennat pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Le Grenelle contre les violences conjugales, lancé le 3 septembre 2019 a permis la mobilisation collective et l'éveil des consciences sur ce sujet grave.

L'objectif est de mettre fin au cycle des violences subies par les femmes, parce qu'il s'agit d'un impératif public et aussi d'une condition essentielle de l'égalité dans toutes ses dimensions. La déléguée départementale des Droits des femmes et à l'égalité a mené à bien la coordination de la politique interministérielle des droits des femmes et de l'égalité, en lien avec l'ensemble des acteurs concernés.

### Agir de façon concertée et collective

- convention médico-judiciaire sur la prise de plainte en hôpital (Santé, Justice, Sécurité) ;
- conventions judiciaires sur l'attribution des Téléphones Grave Danger et sur la mise à disposition de bracelet anti rapprochement ;
- convention sur l'hébergement des femmes victimes de violences ;
- conventions de recrutement de deux emplois d'intervenants sociaux au commissariat et à la gendarmerie (ISCG) (Etat, collectivités, Associations SEISAAM et AMIE).



### Libérer la parole

Dépôt de plainte à l'hôpital  
Bons "taxi" pour les victimes voulant se déplacer au tribunal, à l'hôpital, etc.



### Protéger

32 hébergements dédiés  
13 téléphones grave danger  
8 bracelets anti-rapprochement

### Accompagner

566 accompagnements par le CIDFF  
482 accompagnements par les ISCG

### Renforcer le partenariat avec le CIDFF

Le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) de la Meuse est la principale association du territoire qui œuvre à la lutte et à la prévention des violences faites aux femmes. Elle est conventionnée par le Ministère de la Justice pour accomplir une mission d'accueil, d'écoute, de soutien et d'accompagnement aux victimes.

Le CIDFF c'est :

7

référentes, psychologues et juristes

566

personnes accompagnées

150 000 €

de subventions versées par l'État



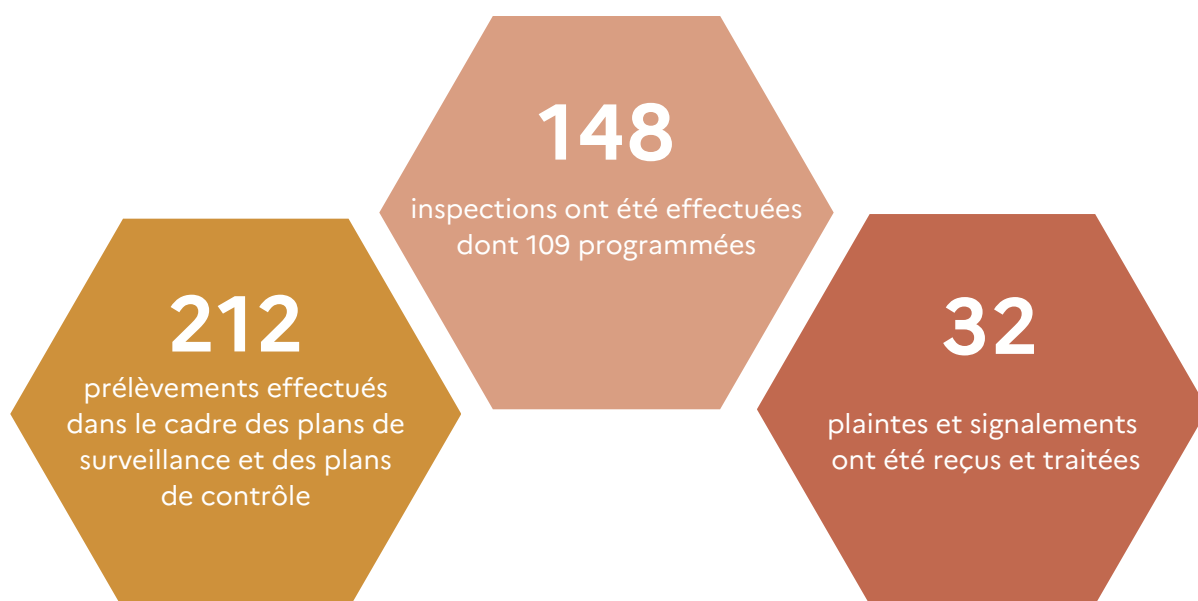
Atelier Self-défense - Verdun, le 24 novembre 2022

## › PRÉSERVER LA SANTÉ ANIMALE

Les missions de santé et protection animales exercées par les services de l'État couvrent de multiples domaines : gestion de maladies animales réglementées, dont la mise en œuvre de plans d'urgence d'éradication des maladies hautement épizootiques ; respect des règles de bien-être animal (animaux de rente et de compagnie) en élevage et durant le transport, réalisation de prélèvements en élevage afin de rechercher d'éventuels contaminants, etc.

En matière de santé et protection animales, les objectifs prioritaires ont été mis en œuvre localement. Les principaux objectifs étaient les suivants :

- la programmation des inspections fondée sur l'analyse des risques en accordant une attention particulière aux suites administratives et judiciaires ;
- le renforcement des mesures de veille, de surveillance et de lutte vis-à-vis des dangers sanitaires
- le renforcement de la prévention et de la lutte contre la maltraitance animale, en s'appuyant sur la Cellule Départementale Opérationnelle (CDO)



### *Influenza aviaire dans la faune sauvage*

La gestion d'un épisode d'influenza aviaire dans la faune sauvage en Meuse d'une intensité jamais décrite en France et même en Europe, a nécessité de prendre une série de mesures de surveillance et de biosécurité pour préserver les filières d'élevage.



Annonce de l'arrêté plaçant tout le département de la Meuse en zone de contrôle temporaire - 01 mars 2023



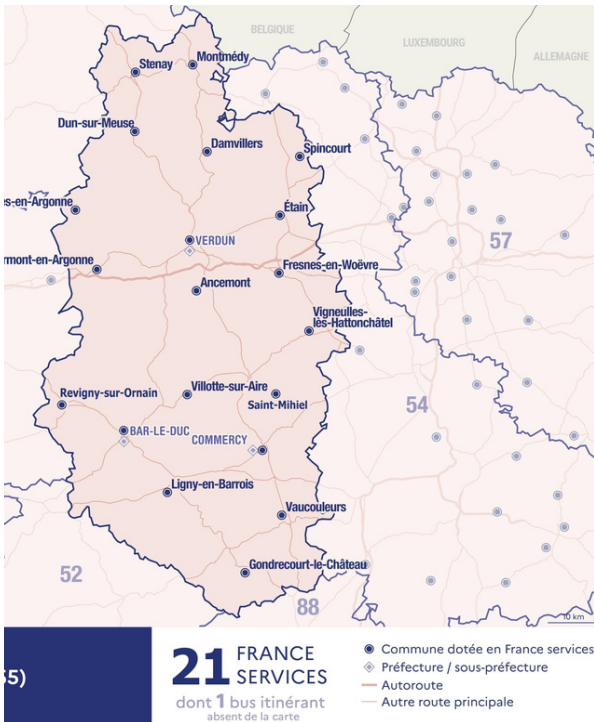
# GARANTIR LA COHÉSION SOCIALE PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET LA CITOYENNETÉ

## › ASSURER L'ACCÈS AUX SERVICES

### La couverture mobile

Constatant que dans de nombreuses zones en France la couverture mobile était défectueuse, le Gouvernement, l'ARCEP et les opérateurs mobiles parvenaient en janvier 2018 à un accord basé sur 5 engagements visant à accélérer le déploiement d'une couverture mobile de qualité : le New Deal Mobile. Parmi les 5 engagements pris par les opérateurs, figurent la généralisation de la couverture 4G et le développement, grâce au dispositif spécifique de couverture ciblée, d'une couverture de qualité dans les zones non ou mal couvertes.

Depuis 2018, 26 des 41 sites mobiles ont été mis en service, en Meuse, par les opérateurs. Le taux d'avancement des opérations de couverture est de plus de 60 %, tendant à améliorer la couverture 4G du territoire.



### Les structures France Services

Le réseau des structures France Services permet aux citoyens de procéder aux principales démarches administratives du quotidien au plus près de chez eux.

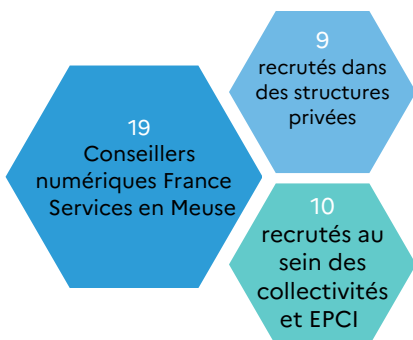
4 nouvelles structures ont été labellisées au mois de décembre 2022 : Bar-le-Duc, Verdun, Revigny-sur-Ornain et Saint-Mihiel.

L'ensemble du territoire bénéficie d'un maillage très dense et en cohérence avec les besoins des usagers.

À terme, le déploiement France Services en Meuse permettra à chaque usager du territoire d'être à moins de 30 minutes d'une structure. Il poursuit 4 objectifs :

- › le retour du service public au cœur des territoires
- › un service public moderne
- › un niveau de qualité garanti
- › un lieu de vie agréable et convivial

Un conseiller numérique France Services a pour mission d'accompagner les Français dans leur appropriation des usages numériques quotidiens.



### Le conseiller numérique aide prioritairement l'utilisateur à

- 
- Prendre en main un équipement informatique (ordinateur, smartphone, tablette, etc.)
  - Naviguer sur Internet
  - Envoyer, recevoir, gérer ses courriels
  - Installer et utiliser des applications utiles sur son smartphone
  - Créer et gérer (stocker, ranger, partager) ses contenus numériques.
  - Connaître l'environnement et le vocabulaire numérique
  - Apprendre les bases du traitement de texte

## › LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ

### La convention départementale de prévention et lutte contre la pauvreté

Dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, une convention a été signée en juillet 2019 avec le Conseil Départemental de la Meuse pour une durée de 3 ans. Depuis 2019, 2,4 millions Euros ont été investis en Meuse pour :

- Prévenir toute « sortie sèche » pour les jeunes sortants de l'aide sociale à l'enfance (ASE) ;
- Permettre un premier accueil de proximité :

100%

de couverture : chaque Meusien peut trouver un professionnel pour l'accompagner près de son domicile



42

structures de proximité : France Services, Maisons des solidarités, CCAS/CIAS, CAF, Missions locales, etc.



- Poursuivre l'accompagnement intensif des bénéficiaires du RSA grâce à la plateforme d'orientation :

732

bénéficiaires du RSA orientés vers l'emploi grâce à la plateforme d'orientation

- Consolider les pôles "mobilité solidaire" : trois structures meusiennes sont lauréates pour développer des offres de mobilité, deux garages solidaires et une plateforme de location solidaire. Par ailleurs, la stratégie de déploiement d'une offre de services structurée en plateforme de mobilité solidaire pourra se développer en partenariat avec le Conseil Départemental.



Visite du garage solidaire porté par l'Association Meusienne d'Insertion - Verdun, le 4 octobre 2021

### Lancement du service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE)

Au cœur de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, le service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE) porte l'ambition que l'ensemble de celles et ceux qui veulent trouver une place dans la société par le travail et l'activité y parviennent.



Déploiement du Service public et de l'Emploi en Meuse, le 25 avril 2022

## › L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (IAE)



### Insertion par l'Activité Économique

Le secteur de l'insertion par l'activité économique est particulièrement bien développé en Meuse avec :

**1 730**

personnes accueillies dans  
les 30 structures  
meusiennes

dont

**340**

jeunes de moins de 26  
ans

La loi n°2020-1577 du 14 décembre 2020, dite « loi inclusion » est désormais pleinement entrée en vigueur. Elle a permis de simplifier les procédures de recrutement en supprimant l'agrément Pôle Emploi et en élargissant la liste des prescripteurs d'un parcours d'insertion par l'activité économique (IAE). Elle a également permis d'adapter les formats de parcours d'insertion aux besoins des publics et d'accompagner la dynamique de croissance du secteur entamée avec le Pacte d'ambition pour l'IAE depuis 2019.

La circulaire du 7 février 2022 relative au Fonds d'inclusion dans l'emploi (FIE), dispose que la priorité en 2022 doit être donnée à l'augmentation et à la fluidification des recrutements, en mobilisant les nouveaux prescripteurs de l'IAE. Par ailleurs, elle réaffirme que l'IAE est une solution dans le cadre du plan de réduction des tensions de recrutement.

**545**

Équivalents Temps Plein  
(ETP)

**9.3 M€**

versés par l'État au titre de  
l'aide à l'insertion

## › L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES

### Le contrat d'Engagement Jeune (CEJ)

Ce nouveau dispositif a rencontré un vif succès, puisque qu'on dénombre en 2022, **758 jeunes signataires**, soit un taux de réalisation de 95 % par rapport à l'objectif cible initial.

Le CEJ propose aux jeunes signataires un accompagnement individuel et intensif profondément renouvelé.

Ainsi quand un jeune signe son contrat, il bénéficie de :



Un accompagnement par un conseiller dédié, qui le suit tout au long de son parcours et jusqu'à ce qu'il accède à un emploi durable ;

Un programme intensif de 15 à 20 heures par semaine composé de différentes d'activités ;



Une allocation pouvant aller jusqu'à 520 euros en fonction de ses ressources et sous condition de respecter ses engagements.

Parce que, l'entrée en CEJ peut s'avérer trop difficile pour les jeunes les plus en rupture, l'État a lancé un appel à projet dédié aux jeunes les plus en difficultés. L'objectif étant de compléter l'offre de service existante en répondant à la diversité des besoins des jeunes selon leur profil : jeunes isolés, jeunes présentant des difficultés de tout ordre (handicap, santé, logement, mobilité, illettrisme, etc.)

Parce qu'il ne faut jamais perdre de vue notre  
ambition commune :

"Faire qu'aucun jeune ne reste sans solution ."



Lancement du CEJ à Verdun, le 02 mars 2022



## › GARANTIR UN LOGEMENT DÉCENT A TOUS

### Lutter contre l'habitat dégradé

La Meuse compte environ 3 350 logements potentiellement indignes, c'est à dire des logements présentant un risque pour la santé et la sécurité physique des occupants (4,5 % des résidences).

Cette situation problématique est la conséquence de plusieurs facteurs :

- la diminution de la valeur foncière en raison du marché immobilier détendu
- la paupérisation de la population (14,4 % des ménages vivent sous le seuil de pauvreté)
- l'ancienneté du bâti (76 % des logements ont été construits avant 1968)

S'ajoutent à l'habitat indigne, l'habitat non décent (logement présentant un mauvais état d'entretien et / ou un manque d'éléments de confort) et les manquements au règlement sanitaire départemental qui présentent une situation sans gravité immédiate pour la santé et la sécurité physique des occupants.

La lutte contre l'habitat dégradé constitue une priorité de l'action publique. A ce titre, depuis 2009, la Meuse s'est dotée d'une plateforme "habitat dégradé" dont le rôle est de coordonner l'action des différents acteurs publics (Services de l'État, Justice, Conseil Départemental, CAF, ADIL, etc.) dans le traitement des situations signalées.

Entre 2009 et 2021, la plateforme "habitat dégradé" qui assure un rôle de guichet unique dans le département, a traité 1 028 signalements d'habitats dégradés, notamment en mettant en œuvre des mesures coercitives ou en ordonnant des travaux d'office.

En 2022, le comité de pilotage a validé la mise en place d'un nouveau plan départemental triennal (2022-2025) dont les actions sont regroupées dans trois grands thèmes :

- sensibilisation, communication et repérage des situations ;
- coordination des actions et suivi des situations ;
- traitement des situations

### Lancement de la plateforme de signalement contre le mal-logement : Histologe

Nouveau service public en ligne, Histologe permet de trouver une solution aux difficultés dans le logement (problèmes de sécurité, de moisissures, présence de nuisibles, absence de chauffage, etc) .



## Offrir un hébergement adapté

La politique de l'hébergement et de l'accès au logement des personnes défavorisées repose sur l'accès direct et le maintien dans le logement dans le cadre de la politique du logement d'abord, l'hébergement devant conserver un caractère résiduel pour les publics ne pouvant accéder au logement. Les objectifs sont notamment de :

- faciliter l'accès au logement grâce au développement de l'agence immobilière à vocation sociale qui doit permettre de fluidifier l'accès au logement pour les personnes défavorisées sortant notamment des structures d'hébergement en constituant une offre privée de qualité accessible aux ménages économiquement les plus fragiles ;
- s'assurer de la mobilisation du contingent préfectoral en direction des publics prioritaires et notamment des publics sortant des structures d'hébergement.

### Les structures d'hébergement en Meuse

#### 6,8 millions d'euros investis par l'État pour financer les différentes structures d'hébergement

##### Hébergement général: 300 places

Le CHRS ( centre d'hébergement et de réinsertion sociale) est destiné à l'accueil des personnes isolées ou familles connaissant des graves difficultés d'ordre économique, familial, de logement, de santé et/ou d'insertion.

L'hébergement d'urgence est destiné à accueillir toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique ou sociale, isolée ou en famille. Il s'agit d'un accueil inconditionnel, c'est à dire notamment sans condition de régularité de séjour. Les demandes sont effectuées généralement auprès du 115.

##### Hébergement pour demandeurs d'asile: 430 places

L'hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile (HUDA) est l'hébergement d'urgence des personnes en procédure de demande d'asile en attente d'une orientation en CADA par l'Office Français de l'Intégration et de l'Immigration (OFII).

Le centre d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) est l'hébergement dédié des personnes en procédure de demande d'asile (orientées par l'OFII) .

Le CPH (centre provisoire d'hébergement) accueille des personnes qui se sont vues accorder la protection internationale, réfugiés statutaires nécessitant un accompagnement complémentaire en matière d'insertion sociale et professionnelle.

##### Hébergement spécialisé : 100 places

Les Maisons Relais sont destinées à l'accueil des personnes à faible niveau de ressources, dans une situation d'isolement ou d'exclusion lourde, et dont la situation sociale et psychologique, voire psychiatrique, rend impossible à échéance prévisible leur accès à un logement ordinaire.

L'IML (intermédiation locative) est destinée à l'accueil des ménages en grande précarité, sans abri, sortant d'hôtel, de structures d'hébergement ou connaissant des difficultés d'accès à un logement ordinaire avec un bail classique du fait de difficultés d'insertion économiques, sociales ou administratives.

### Les solutions personnalisées

- pérennisation de l'hébergement pour jeunes de 10 places à Verdun
- financement sur trois ans de 2 logements « tremplin » de l'accueil des jeunes
- renforcement des moyens pour l'accompagnement vers le logement des jeunes
- financement de 5 places d'intermédiation locative renforcée pour jeunes
- création de 6 places pour femmes victime de violences en logements diffus
- renforcement du Service d'Information Accueil et Orientation par la création d'un poste de chargé de mission santé

## › ŒUVRER POUR LA CITOYENNETÉ

### Accompagner et intégrer les étrangers en situation régulière

#### Titres de séjour délivrés et renouvelés entre 2021 et 2022 :

#### Accueillir les nouveaux citoyens

La naturalisation par décret est une procédure d'acquisition de la nationalité française pour les étrangers assimilés à la communauté française, notamment par une connaissance suffisante de la langue, de l'histoire, de la culture, de la société et des institutions françaises, ainsi que des droits et devoirs du citoyen français, appréciés lors d'un entretien se déroulant à la préfecture.



#### Accueillir les Ukrainiens

Par décision du 4 mars 2022 l'Union Européenne institue le statut de protection temporaire au bénéfice des Ukrainiens déplacés. Face à la situation exceptionnelle, la Préfecture de la Meuse a mis en place avec les collectivités et les associations un dispositif d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement des déplacés d'Ukraine.



Accueil des déplacés d'Ukraine au Gymnase Beugnot - Bar-le-Duc, 17 mars 2022

#### Au 1er décembre 2022, en Meuse :

- 370 autorisations provisoires de séjour délivrées
- 412 personnes accueillies
- 281 personnes hébergées
- 102 personnes adultes bénéficiant de cours de langue
- 84 enfants scolarisés
- 31 personnes en emploi ou accompagnées vers l'emploi



#### Accueil et information

- Autorisation provisoire de séjour (préfecture)
- Accès aux droits sociaux (CAF)
- Allocation pour demandeur d'asile (OFII)



#### Hébergement

- Gymnase Beugnot
- Hébergement individuel, en structures d'accueil ou chez les particuliers



#### Accompagnement

- Scolarisation
- Apprentissage de la langue
- Emploi

### ● Préparation des scrutins

Réception des candidatures

Envoi des consignes et du matériel de vote aux communes

Mise sous pli et envoi de la propagande électorale

### ● Répétitions

### ● Soirées électorales

Centralisation des résultats et contrôle des procès-verbaux

Élections présidentielles et législatives:

134 485 électeurs

Mise sous pli de la propagande électorale des candidats

63 000  
électeurs  
par la préfecture et  
les collectivités

71 485  
électeurs  
par 9 communes  
meusiennes



01 juin 2022 - Mise sous pli de la propagande électorales des élections législatives



31 mars 2022- Mise sous pli de la propagande électorale de l' élection présidentielle



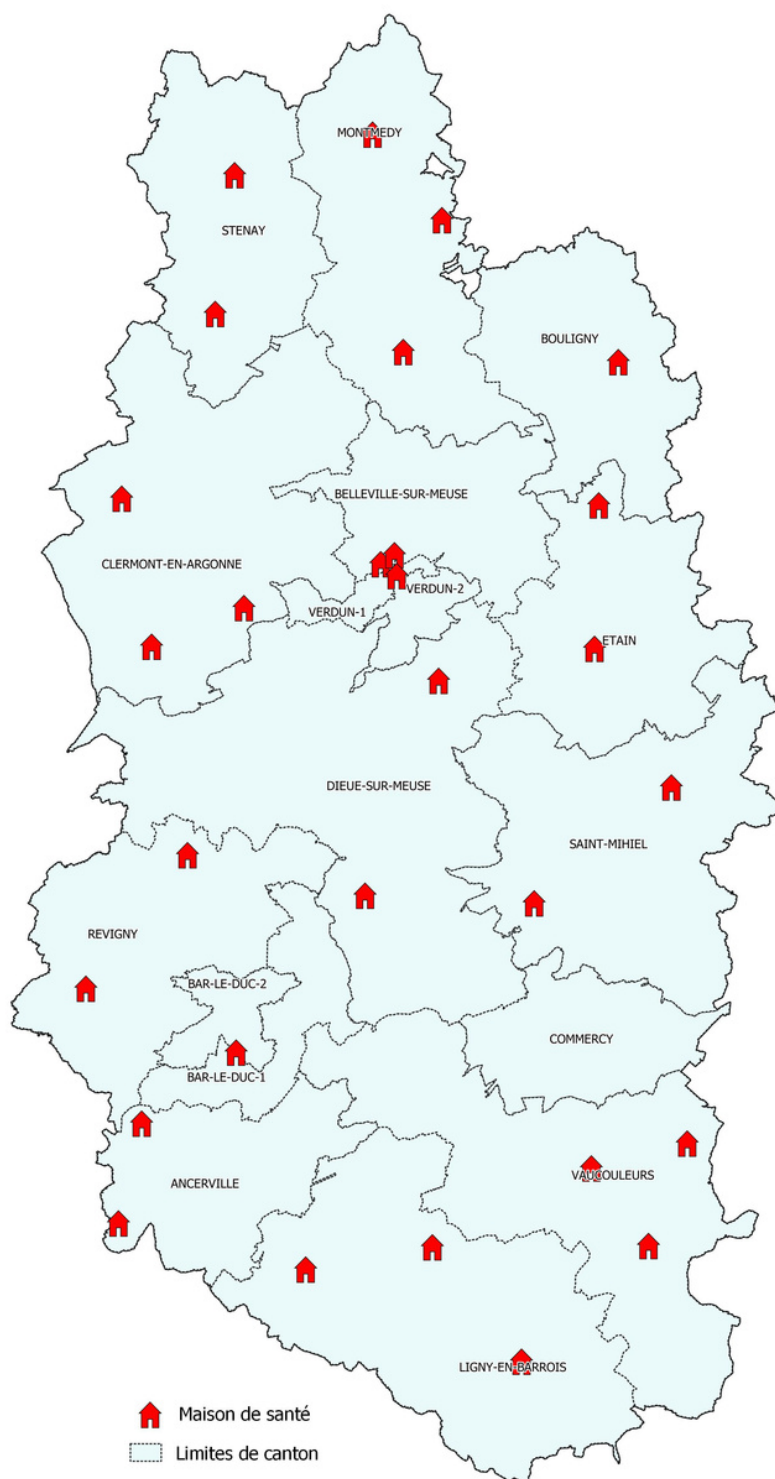
# PROTÉGER LA SANTÉ

## › GARANTIR L'ACCÈS AUX SOINS

La lutte contre la désertification médicale constitue une priorité absolue pour l'État, associé aux collectivités territoriales et à l'ensemble des acteurs concernés. Pour ce faire, plusieurs actions ont été engagées :

- la construction de 26 maisons de santé pluridisciplinaire ;
- le développement de la téléconsultation, grâce à E-Meuse Santé porté par le Département et soutenu par l'État.

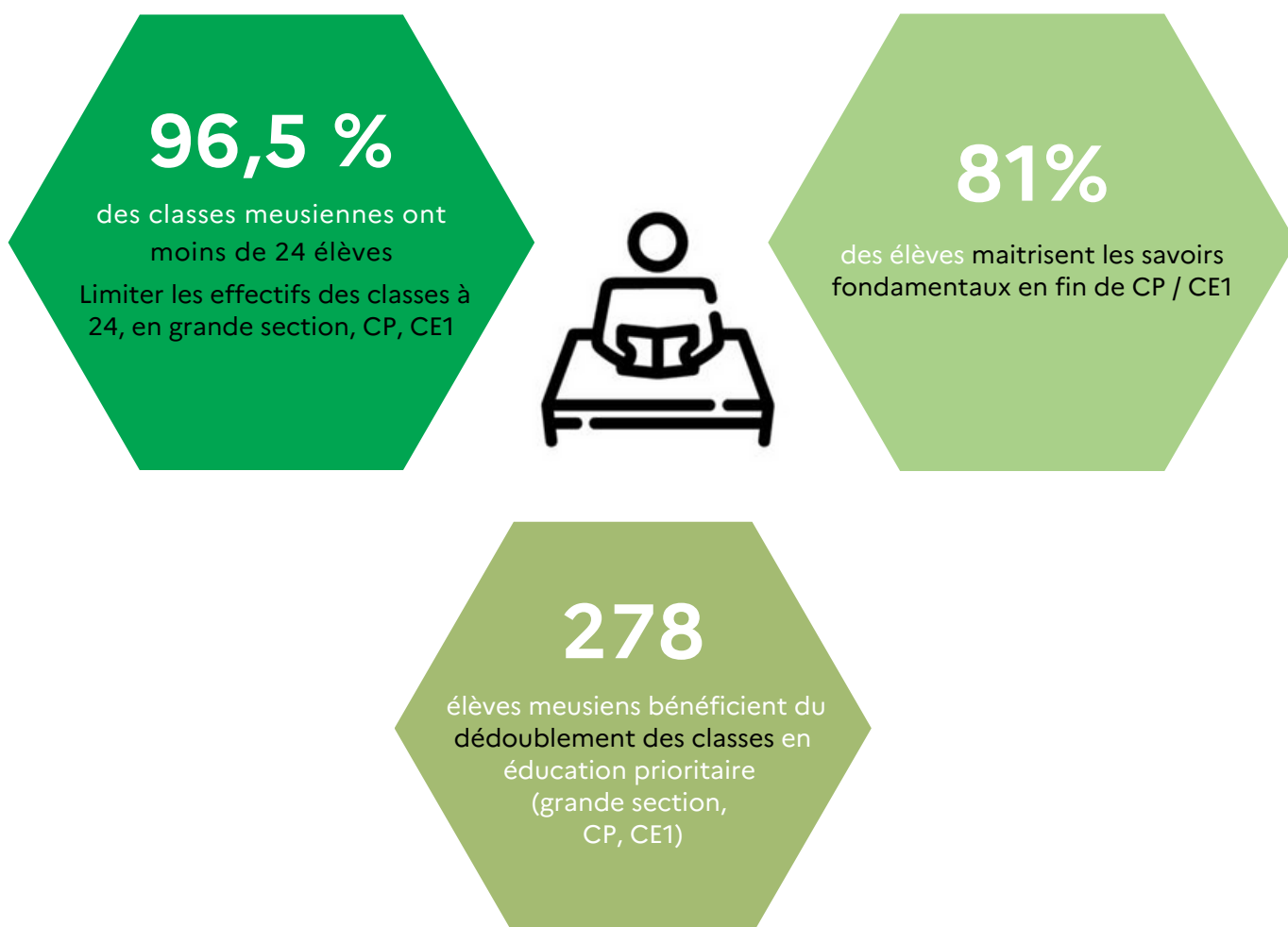
### Maisons de santé



## ÉLARGIR LE CHAMP DES POSSIBLES

### › ACCOMPAGNER LES ÉLÈVES

La bonne maîtrise des savoirs fondamentaux est l'un des principaux leviers de réduction des inégalités sociales. La limitation des effectifs dans toutes les classes de grande section, de CP et de CE1 ainsi que le dédoublement des classes en éducation prioritaire permet d'offrir aux élèves des conditions d'apprentissage optimales et un encadrement renforcé.



Les fermetures de classes consécutives à la baisse de la démographie scolaire ne détériorent pas les conditions d'encadrement des élèves. En effet, la moyenne globale d'élèves par classe des écoles concernées n'excède jamais plus de 24 élèves et se situe davantage autour de 22 – 23 élèves.

Si le taux d'encadrement en 2023 passe de 6,87 à 6,82 professeurs des écoles pour 100 élèves, il reste malgré tout supérieur à la moyenne de l'académie et du pays pour tenir compte des priorités nationales ainsi que des spécificités sociales et géographiques du territoire.

527

élèves bénéficient d'un  
petit-déjeuner gratuit

Réduire les privations alimentaires des enfants issus de familles modestes afin de leur apporter au moins un repas complet et équilibré par jour et ainsi contribuer à leur réussite scolaire et inclusion sociale est l'objectif des petits-déjeuners gratuits et du repas à 1 euro.

Les communes rurales les moins riches ont été accompagnées par l'État afin qu'elles mettent en place une tarification sociale. Le montant de la subvention de l'État a été relevé pour chaque repas et petit-déjeuner.





**ACCOMPAGNER LES  
TERRITOIRES DANS LEUR  
TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET  
ÉCONOMIQUE**



# FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

## > PRÉSERVER LES RESSOURCES

*La gestion de la ressource en eau : une nécessaire coordination des acteurs*

Les services de l'État s'associent à ceux du Conseil Départemental pour coordonner leurs actions.



### Cadre réglementaire

Arrêté cadre départemental n° 2022-9046 fixant l'organisation des services de l'État pour améliorer la réactivité et la communication sur la mise en œuvre des mesures de restrictions des usages de l'eau

PAOT :  
élaboration du programme d'action opérationnel territorialisée 2022/2027



### 13 Comités de ressource en eau



### Campagnes d'information

programmation de réunions à destinations des EPCI de présentation des actions en lien avec le PAOT, les enjeux du territoire (GEMAPI, assainissement, qualité de l'eau potable)



### Les Assises de l'eau

6 octobre 2022  
sur le thème prioritaire de l'alimentation en eau potable dans notre département

*Reconquête de la qualité de l'eau : l'exemple du développement territorial du Rupt de Mad*

**2016**

le Rupt-de-Mad a connu un épisode de pollution très significatif aux nitrates (atteignant 102,2 mg/l pour une norme de potabilité de 50 mg/l)

**2020**

deux pics ont été mesurés à 60,6 et 67,4 mg/l. Aucun dépassement n'a été observé depuis.

**2018**

**1**

axe prioritaire de la Mission Inter-Services de l'Eau et de la Nature

**3**

campagnes de contrôle successives

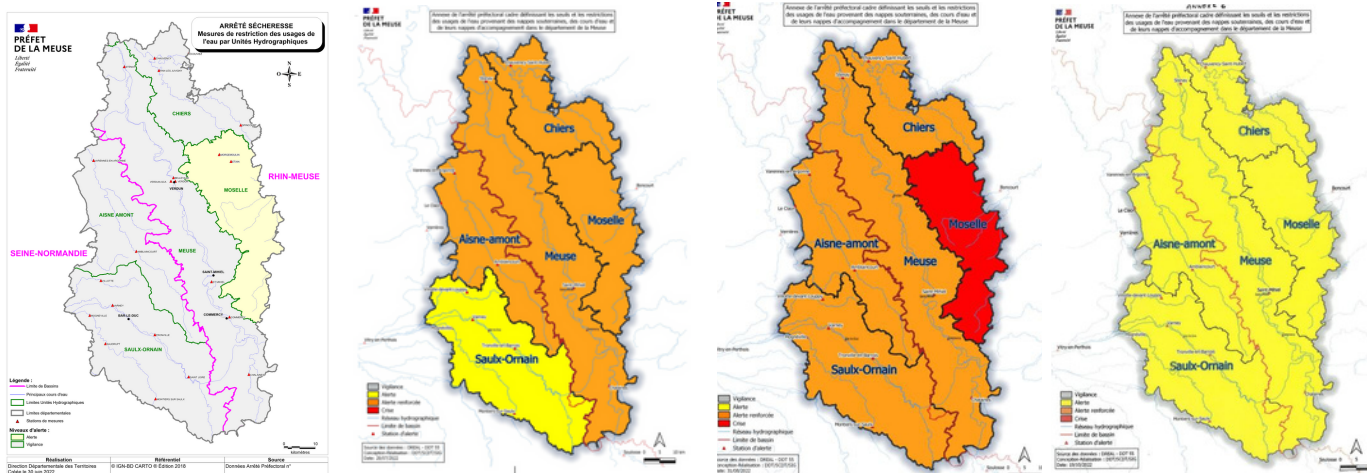
## Pallier les conséquences de la sécheresse

Le département de la Meuse a fait face en 2022 à un épisode de sécheresse estivale particulièrement marqué. Les premières restrictions des usages de l'eau sur le bassin "Moselle" dans le nord-est du département sont apparues dès le 23 juin. La situation de crise sur ce même bassin a été déclenchée le 31 août.

La levée des mesures avec un retour progressif vers des conditions normales a eu lieu le 03 novembre, soit une période de 126 jours de restriction.

- Passage au niveau ALERTE de la zone "Moselle" et niveau VIGILANCE pour les 4 autres zones 23 juin 2022
- Passage au niveau ALERTE RENFORCÉE de la zone « Moselle » et niveau ALERTE pour les 4 autres zones - 18 juillet 2022
- Passage au niveau ALERTE pour la zone « Saulx Ornain » et niveau ALERTE RENFORCÉE pour 4 zones - 01 août 2022
- Passage au niveau CRISE de la zone « Moselle » - 17 août 2022
- Passage au niveau ALERTE RENFORCÉE de la zone « Saulx Ornain » - 31 août 2022
- Passage au niveau ALERTE pour toutes les zones - 21 octobre 2022
- Passage au niveau ALERTE RENFORCÉE de la zone « Moselle » - 21 septembre 2022

## Évolution de la situation des bassins du département





## > DÉVELOPPER LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

En 2022, la Meuse a produit plus de 80 % de sa consommation électrique à partir d'énergies renouvelables.

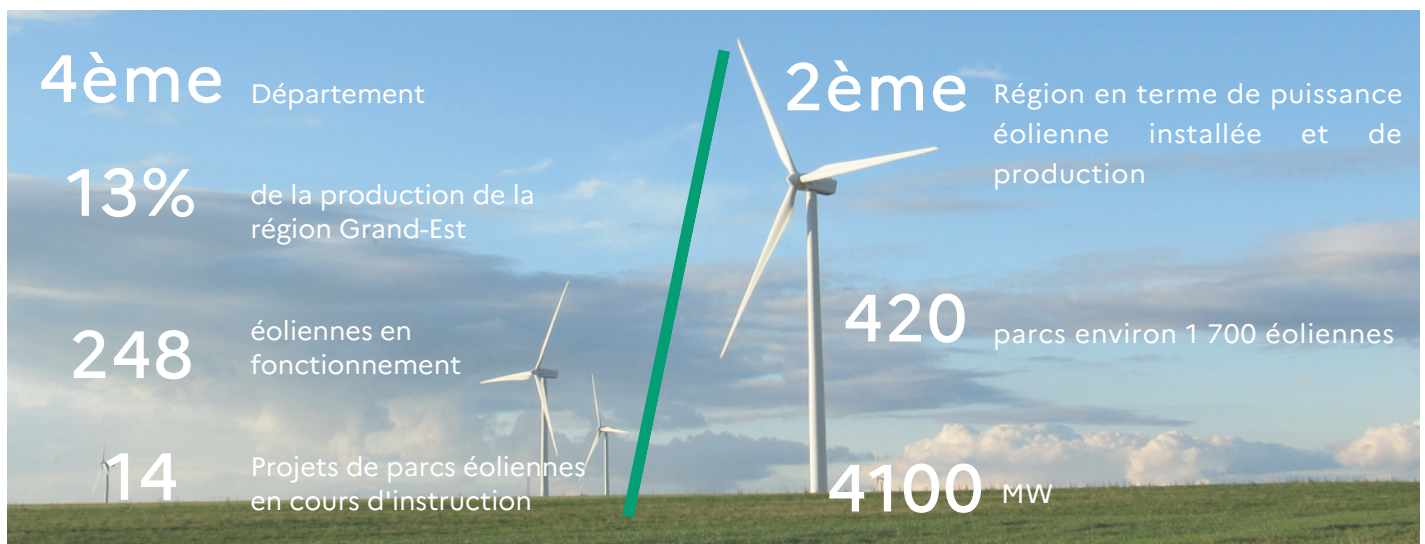
### > MEUSE

### > RÉGION GRAND-EST

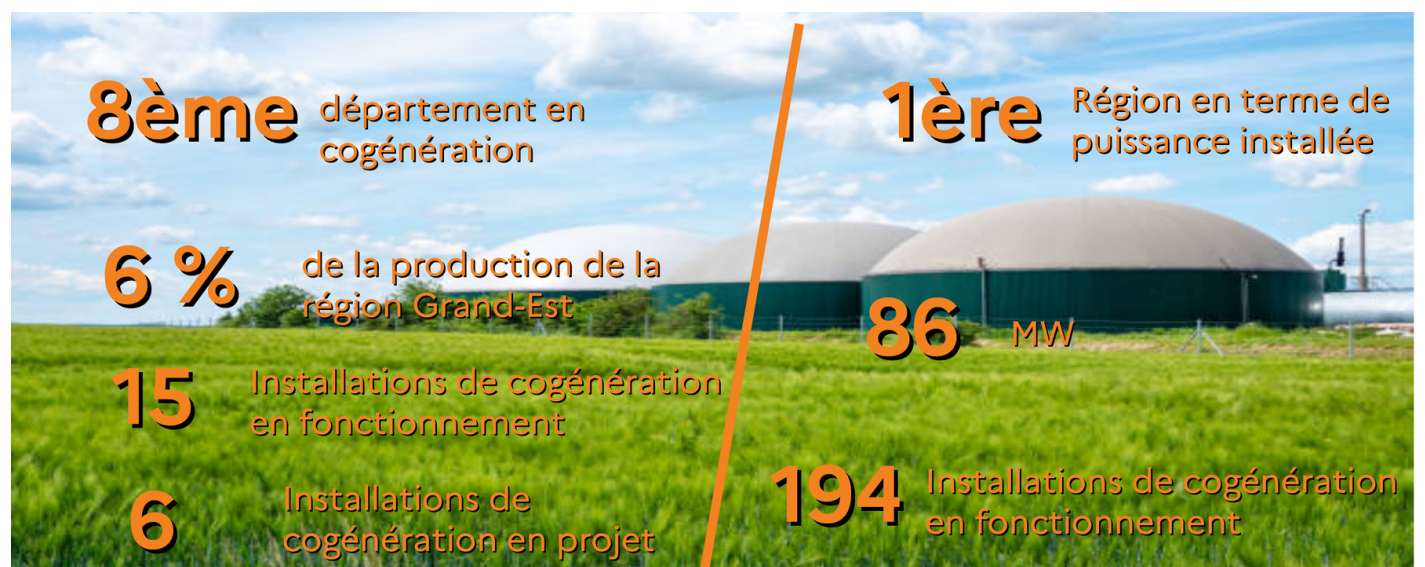
#### Le photovoltaïque



#### Les éoliennes



#### La méthanisation

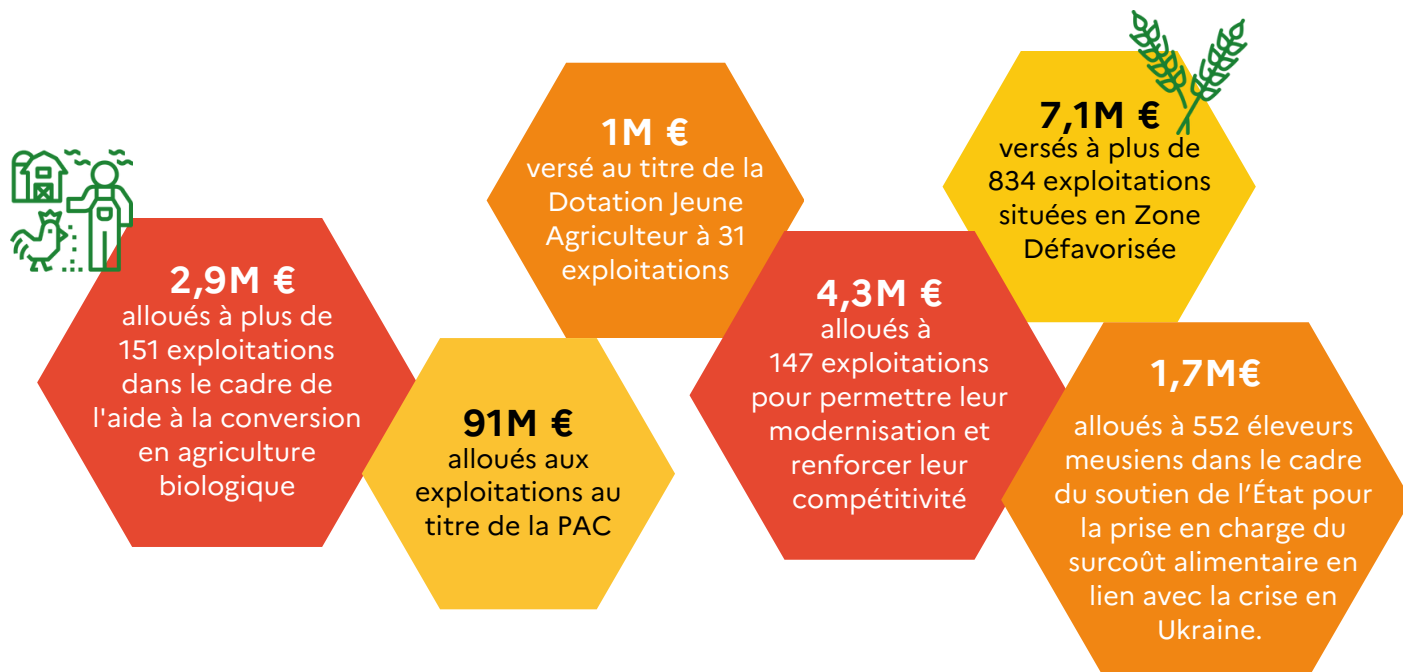


## > FAVORISER L'AGRICULTURE

Le secteur agricole représente 1 920 exploitations agricoles, 2 710 chefs d'exploitation et 2 330 salariés, soit au total 7 % de la population active meusienne.

### SOUTIEN AU MILIEU AGRICOLE

*Garantir un revenu aux agriculteurs et accompagner la transition agricole*



PLAN DE RELANCE AGRICOLE, 7,5 millions d'euros versés en Meuse à :

- 158 exploitations ont bénéficié d'une aide dans le cadre du volet « protéines végétales amont » ;
- 371 exploitations ont bénéficié de subventions dans le cadre du volet « agroéquipements » ;
- 32 exploitations ont bénéficié d'une aide dans le cadre de la mesure « aléas climatiques » ;
- 45 exploitations d'élevage ont bénéficié d'une subvention dans le cadre de la modernisation de leurs bâtiments d'élevage et du Pacte Biosécurité Bien être Animal.



03 août 2022 - Visite d'une exploitation

## > RENFORCER LA PRESSION DE CHASSE

### Garantir l'équilibre agro-sylvo-cynégétique

Naturellement giboyeuse, la Meuse attire plus de 10 000 chasseurs dans ses forêts et sa campagne, mais connaît une surpopulation de grands gibiers mettant à mal les cultures agricoles et sylvicoles.

Ainsi, en 2022, le montant des dégâts aux cultures s'élève à **3,5 M€**, bien que la surface agricole concernée par les dégâts diminue (1 700 hectares en 2022 contre 2 190 hectares en 2021). Aussi, afin de ne pas compromettre la mise en œuvre de la politique forestière et dans un contexte de nécessaire repeuplement forestier, il convient de développer des actions pour juguler les populations de grands gibiers, en augmentant la pression de chasse par l'extension de la période de chasse, en battue, en réalisant des tirs de régulation, en développant la chasse à l'affût, etc.

#### Campagne 2021 - 2022

##### Objectifs de prélèvement

- › 26 500 sangliers
- › 1 720 cerfs
- › 12 920 chevreuils



##### Prélèvements réalisés

- › 17 800 sangliers
- › 1 220 cerfs
- › 9 460 chevreuils

Le dialogue entre les parties prenantes progresse.

Ainsi, sont mis en œuvre :

des outils de suivi des 1 450 lots de chasse ,  
notamment des lots de chasse problématiques

des concertations régulières en Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage réunissant les différents acteurs concernés (Fédération Départementales des Chasseurs, représentants de la profession agricole ou des gestionnaires forestiers, services de l'État).

#### Mobilisation des louvetiers pour protéger les cultures- Avril 2022

Forte mobilisation des louvetiers, notamment lors d'une action ciblée en avril 2022 avec des tirs de nuit sur le secteur de Commercy, qui a permis de prélever des sangliers sur un grand secteur et de les maintenir en forêt lors des semis.



# RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

## › DYNAMISER L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

### *Soutenir la croissance et la relance économiques*

Au troisième trimestre 2022, dans la Meuse, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité s'établit en moyenne sur le trimestre à 7 550. Ce nombre baisse de 5,7% sur un trimestre et de 12,2 % sur un an.

Depuis son lancement en 2020, 21 entreprises meusiennes ont été lauréates du plan de relance, au travers principalement du guichet industrie du futur. Une aide globale de 5,9M€ a été versée sur les 69,5M€ de montant d'investissement estimé.



Le 17 janvier 2022, Pascale Trimbach a remis le trophée France Relance à Stefan Müller-Bernhard, directeur général de La Meusienne à Ancerville. Cette dernière a bénéficié d'une subvention de 800 000 € au titre du plan France Relance dans le cadre du « soutien à l'investissement et la modernisation de l'industrie nucléaire » pour permettre les investissements dans des équipements de contrôle nucléaire, mais aussi pharmaceutique et chimique.



17 janvier 2022 - Remise du trophée France Relance à l'entreprise La Meusienne à Ancerville

**France 2030** qui vient en complément ambitionne de transformer durablement les secteurs clés de notre économie par la recherche, l'innovation et l'investissement industriel. Pour ce faire, 10 objectifs sociétaux sont fixés. Il s'articulent autour de **trois enjeux majeurs** :

Mieux vivre

Mieux comprendre notre monde

Mieux produire

## Plan de réduction des tensions de recrutement

L'enquête "Besoin en Main d'œuvre" réalisée chaque année par Pôle emploi, recense pour 2021 en Meuse :

5 632 projets de recrutement

dont 2 552 recrutements jugés difficiles,

soit 45 % des projets.

Les difficultés de recrutement se concentrent dans les métiers des bâtiments travaux publics ; de la communication, de l'information, des arts et spectacles ; des ingénieurs et cadres de l'industrie ; de l'électricité électronique, de l'agriculture, etc.

Un plan d'action est mis en œuvre en Meuse et répond à deux objectifs principaux :

- répondre aux besoins immédiats des entreprises
- faciliter les transitions professionnelles

### 14 Décembre 2021

Lancement du plan de réduction des tensions de recrutement

### Février 2022

Recrutement d'une déléguée départementale à l'accompagnement des reconversions professionnelles

### Depuis janvier 2022

- Réunions dans chaque arrondissement sous la présidence conjointe des sous-préfets et des élus pour constituer un vivier de compétences et mobiliser les entreprises dans les process de recrutement dans les secteurs d'activités prioritaires en termes d'accompagnement
- Réunions des Services Publics de l'Emploi Local (SPEL) réunissant les partenaires du service de l'emploi public, le Conseil Régional, des organismes de formation, des OPCO et des collectivités locales

Mise en place d'actions spécifiques comme des événements à destination des entreprises ou des forums emploi-formation en direction des demandeurs d'emploi

### 14 mars 2022

Petit-déjeuner à destination des entreprises et réflexion d'un club "entreprises" à Stenay

Forum de l'emploi : 55 stands d'employeurs, 500 participants, dont le public scolaire destinataire d'offres de formation



Forum de l'emploi - Ligny en barrois - 7 avril 2023

## › SOUTENIR L'INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL

L'État encourage l'aménagement du territoire en soutenant les collectivités territoriales et leurs groupements dans leurs projets d'investissements. 446 demandes ont été déposées en 2022 (contre 397 en 2021) pour un montant sollicité de 38 603 550 €. Les demandes de subvention ont connu une forte augmentation.

### La dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)

Toutes les communes de la Meuse sont éligibles à la DETR. Ce dispositif soutient le développement de l'offre et de l'accessibilité des services publics, l'amélioration du cadre de vie, le développement économique, touristique et culturel, etc.

### La dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID)

Permet de financer les projets dont la mise en œuvre a pour objectif la solidarité entre les différents territoires d'un même département, ou entre les différents départements d'une même région.

### La dotation de soutien à l'investissement local (DSIL)

Instaurée en 2016 et modifiée en 2018, la DSIL est destinée au financement des projets au titre de 6 grandes priorités, dont la transition énergétique, la sécurisation des équipements publics et la mobilité.

### Le fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT)

Soutien de l'Etat en investissement et en fonctionnement.



**DETR**  
**14,9M €**

pour 272 projets  
subventionnés

**DSIL**  
**5,2M €**

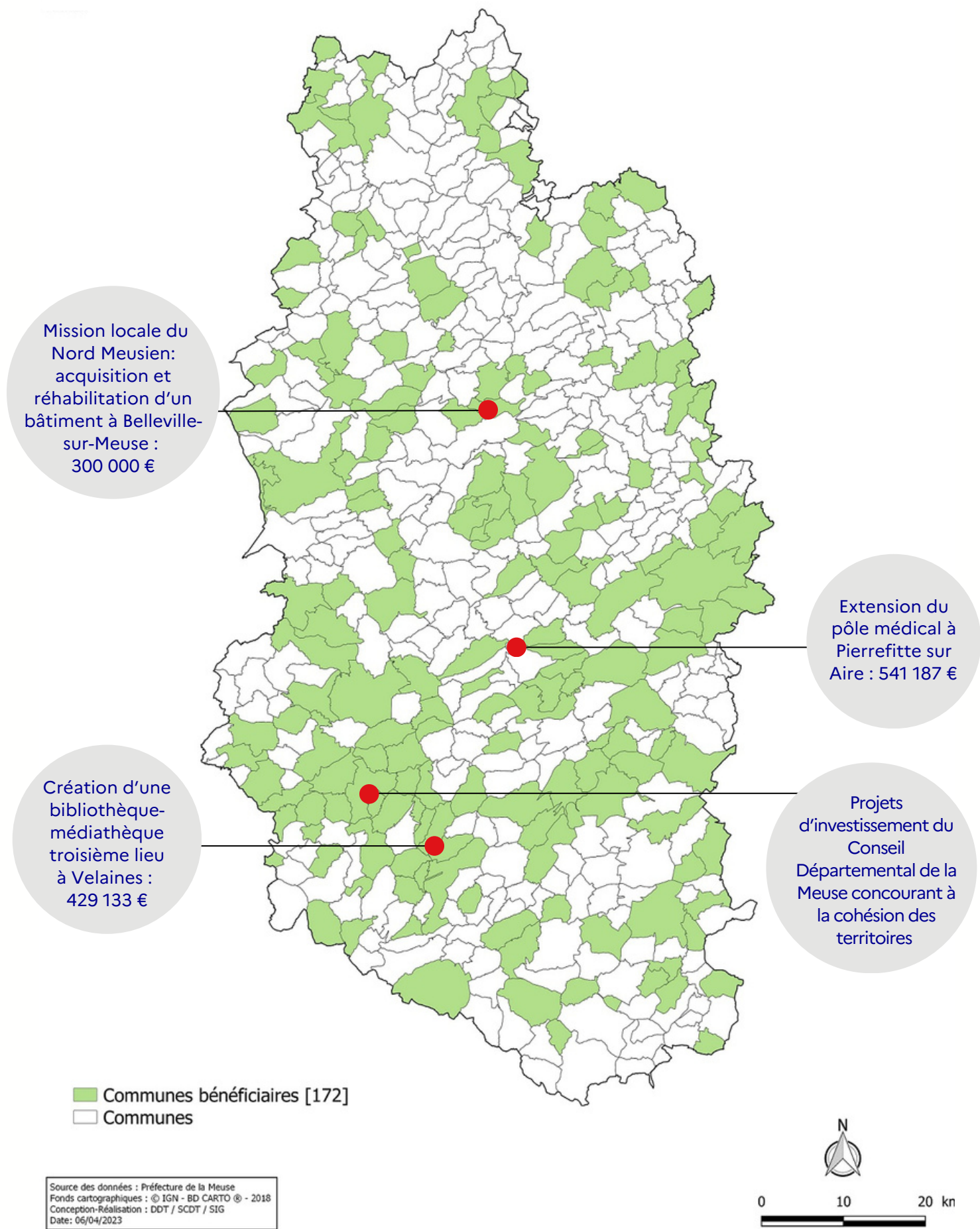
pour 21 projets  
subventionnés

**DSID**  
**950 000 €**

pour 5 projets

**FNADT**  
**2,1 M €**

pour 29  
actions  
soutenues



## > DÉVELOPPER LES PARTENARIATS AVEC LES COLLECTIVITÉS

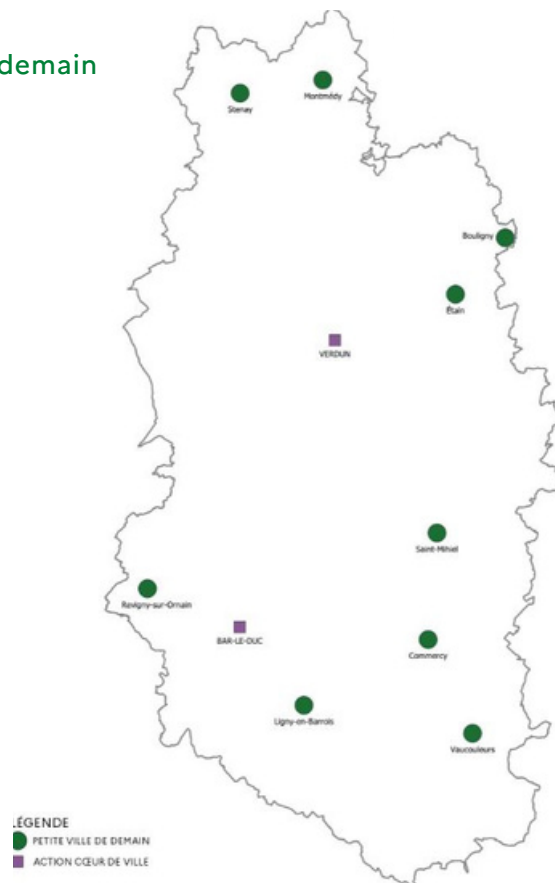
### Action cœur de ville et petites villes de demain

Les villes moyennes ont une fonction de centralité, elles représentent un cadre de vie à taille humaine et portent le dynamisme de leur territoire. Ces villes sont confrontées à de nombreuses difficultés : perte de population, pauvreté, délitement des services, logements et commerces vacants, bâti dégradé, habitat ancien et énergivore, engendrant une perte globale d'attractivité pour le territoire. Plusieurs programmes sont développés pour revitaliser les territoires.

### Programmes "Petites villes de demain" et "Action Cœur de ville"



#### 9 Petites villes de demain



### Traitement des friches : des partenariats inspirants

#### Quelques exemples emblématiques

- 2** lancements des chantiers de 2021 :
- ancienne caserne Miribel
  - aux Fabriques Réunies rue Mazel à Verdun



Ancienne friche militaire (Caserne Miribel) en travaux

- 4** nouveaux chantiers en cours de réhabilitation
- reconquête de l'immeuble Bragi à Commercy
  - site de l'ancienne goudronnerie - périphérie de Verdun
  - ancienne papeterie de Jean d'Heurs à Lisle en Rigault



La transition écologique dans les territoires, une opportunité pour l'attractivité des petites villes

# Petites villes de demain : un soutien cousu main pour 1000 communes françaises



Une commune intégrée dans son territoire

Prendre soin, respecter et valoriser le patrimoine

Une commune où grandir, bien vivre et vieillir en bonne santé

Des élus accompagnés pour mener leur projet

Un accès facile aux démarches de la vie quotidienne

Des citoyens en capacité d'agir

Vivre et faire ensemble

Des habitants connectés

Une commune dynamique économiquement

Des habitants ayant accès à la culture



Les PTRTE s'inscrivent dans une démarche d'accompagnement territorial et de simplification des contractualisations menées conjointement par l'Etat et la Région Grand Est. Le Conseil Départemental s'associe pleinement à cette alliance stratégique.



### Accord départemental de Relance

Signée le 17 mai 2021 par la Préfète et le Président du Conseil Départemental pour favoriser

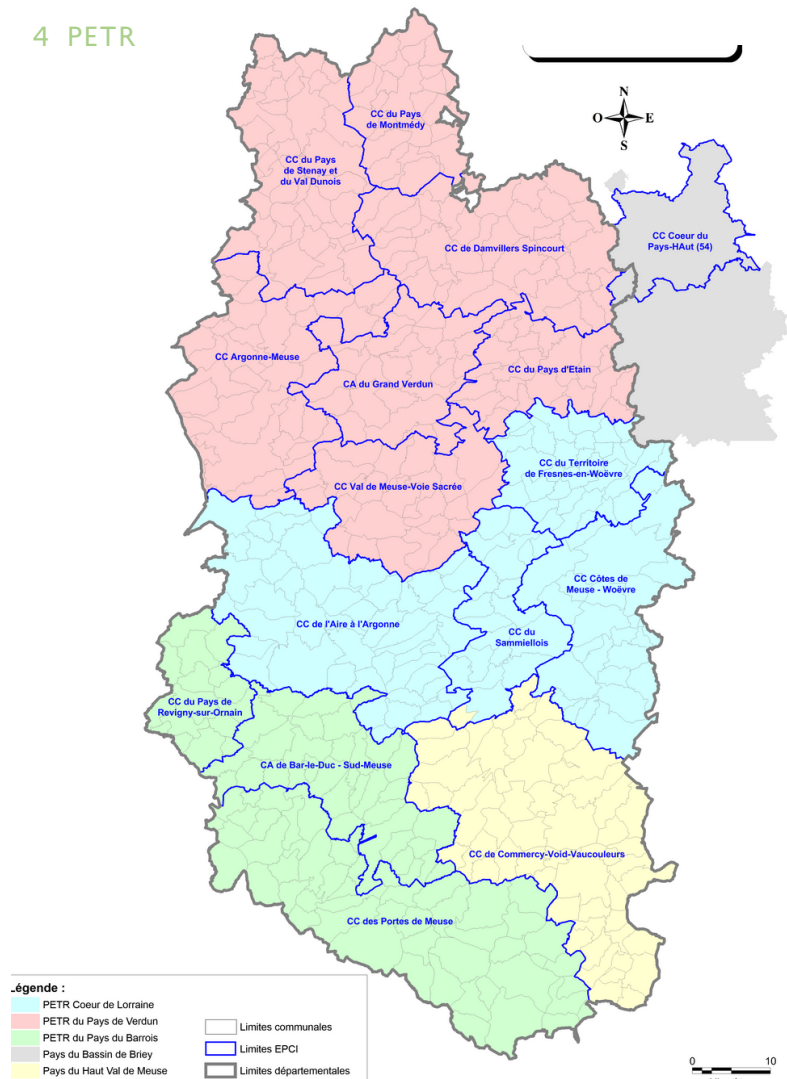
- des réponses locales conjointes
- un développement économique plus écologique, plus compétitif et plus solidaire

**4** PTRTE signés

30 décembre 2021 :	PTRTE du PETR du Pays de Verdun
10 janvier 2022 :	PTRTE du PETR Coeur de Lorraine
10 janvier 2022 :	PTRTE de la Communauté de Com. de Commercy Void Vaucouleurs
17 janvier 2022 :	PTRTE du PETR du Pays Barrois

## 1 principe fondateur ... au cœur de toute contractualisation, le projet du territoire ...

### 4 PETR



## › LE PROJET CIGEO ET L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Placé sous la maîtrise d'ouvrage de l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA), établissement public de l'État sous tutelle du Ministère de la transition écologique (MTE), le projet de Centre Industriel de Stockage Géologique (Cigéo) prévoit de stocker des déchets hautement radioactifs et à durée de vie longue en couche géologique profonde, à plus de 500 m de profondeur, sur les communes de Bure (55) et Saudron (52).

### *7 juillet 2022 - La déclaration d'utilité publique du projet CIGEO, une étape nécessaire*

Par décret en date du 7 juillet 2022 (n° 2022-993) le gouvernement a déclaré d'utilité publique (DUP) le projet Cigéo. C'est la reconnaissance de l'engagement du territoire dans un projet qui a vocation à gérer les déchets de tout le pays.

Le dossier de DUP avait été déposé en août 2020 auprès du Ministère de la Transition écologique. Il a fait l'objet d'une instruction par les services de l'État, d'un avis de l'Autorité environnementale, des avis des 24 collectivités territoriales concernées par le projet, et d'une enquête publique à l'automne 2021 qui a donné lieu à 4 150 contributions.

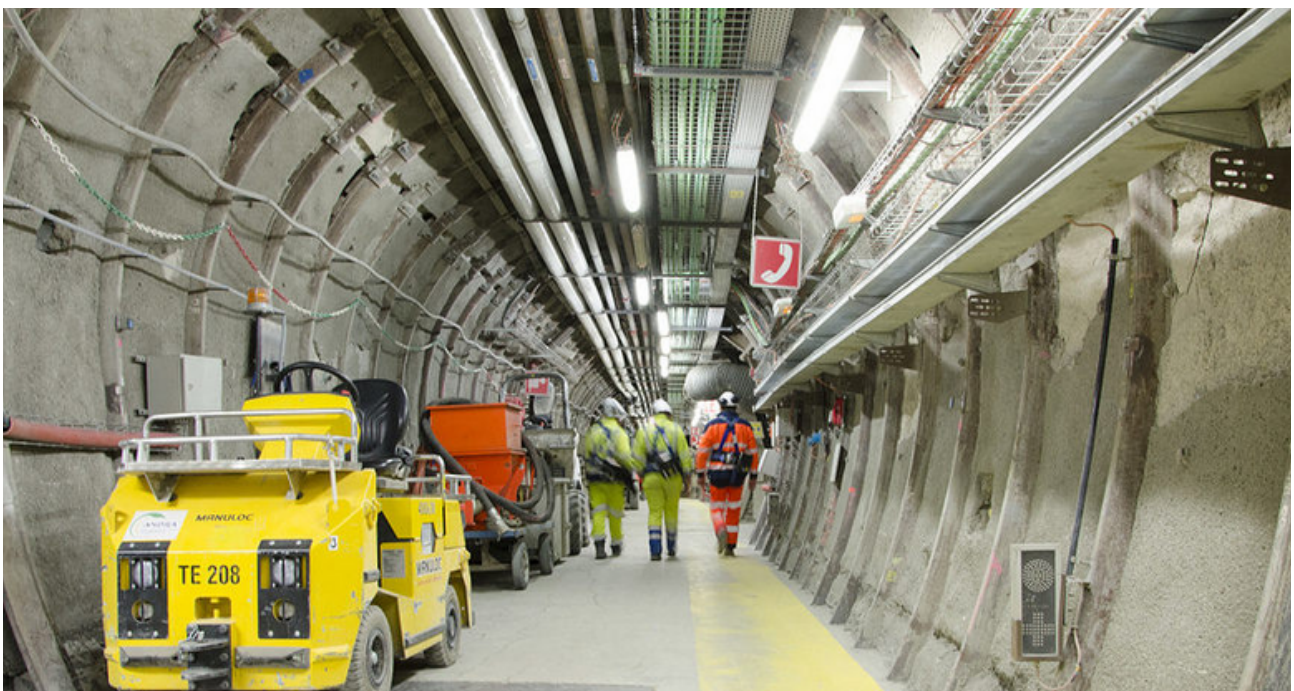
Parallèlement à la DUP, le projet Cigéo fait l'objet d'une procédure d'opération d'intérêt national (OIN). L'OIN aura des effets en termes d'urbanisme : dérogation au principe de constructibilité limitée, de la préexistence des réseaux pour la délivrance des autorisations de construire, etc.

Cette reconnaissance ouvre la voie aux procédures administratives qui porteront en premier lieu sur les aménagements indispensables à la réalisation de Cigéo et sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme en vigueur.

### *16 janvier 2023 - Demande d'autorisation de création*

La DUP n'a pas vocation à autoriser le projet, mais à reconnaître son utilité publique.

45 autres procédures relatives à la préparation du chantier de construction du projet Cigéo sont à prévoir, notamment la Demande d'Autorisation de Création (DAC), qui a été déposée par l'Andra en fin d'année 2022. Elle sera instruite, dans un premier temps, par l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN).

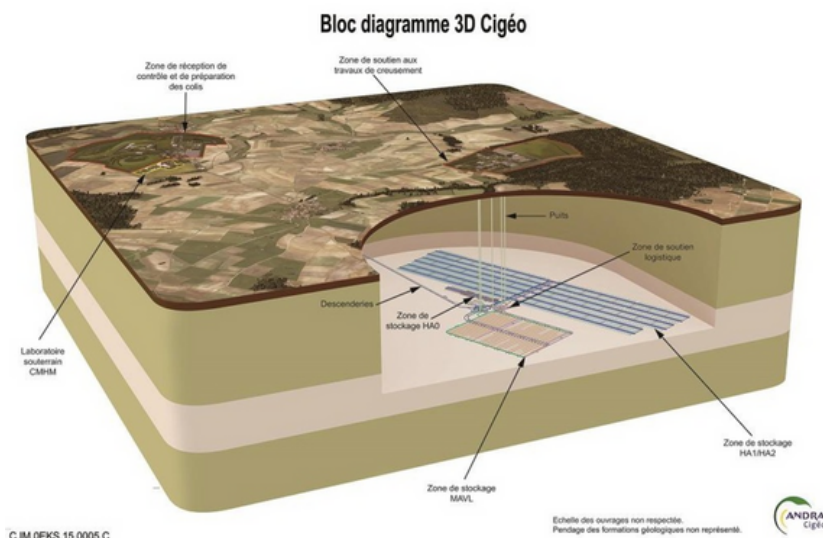


Galerie du laboratoire souterrain de Bure-Saudron © Noak/Le bar Floréal/Médiathèque IRSN

## › LE PROJET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE (PDT)

Parallèlement, afin que le territoire d'accueil puisse bénéficier des retombées de ce projet de grande envergure, un projet de développement du territoire (PDT) a été signé le 4 octobre 2019, en présence de la Ministre en charge de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, par les 24 partenaires engagés dans sa mise en œuvre : l'État, la Région Grand-Est, les deux Départements de Meuse et de Haute-Marne, le bloc communal qui accueille le projet industriel, les opérateurs de la filière nucléaire (ANDRA, EDF, CEA, ORANO), et les représentants du monde économique local.

Le PDT se compose de 4 axes, dont les deux premiers sont contractualisés à ce jour pour assurer la préparation du territoire d'implantation à l'accueil de Cigéo :



### Axe 1 : Aménager

Réflexions préalables nécessaires à leur avancement (études, concertation) : concertation sur le poste électrique menée par RTE, concertation sur la voie ferrée menée par SNCF: lancement de certaines opérations routières (aménagement des ronds-points sur la RN67)

### Axe 2 : Dynamiser

L'habitat et les services à la population : financement d'opérations d'adaptation de l'offre de logement, de rénovation de l'habitat et d'amélioration de la performance énergétique des logements, lancement de projets pour les services à la population (équipements sportifs, groupes scolaires ou périscolaires, maisons de santé) opérations d'adaptation de l'offre de logement.

**50M€**

ont été engagés en 2020 et 2021 pour la réalisation du PDT dont plus de 7M€ de crédits spécifiques de l'État (DSIL « Grands projets territoriaux »)

## > VALORISER LE PATRIMOINE

Les Unités Départementales de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) sont des services déconcentrés du Ministère de la Culture, rattachés à la Direction Régionale des Affaires Culturelles depuis 2012. Implantées dans chaque département, elles assurent le relais de l'ensemble des politiques relatives au patrimoine et à la promotion de la qualité architecturale, urbaine paysagère au niveau départemental.

# 2021

## 18

opérations de travaux d'entretien sur des édifices protégés au titre des Monuments Historiques au bénéfice de 10 collectivités publiques et 8 propriétaires privés

## 126 460€

# 2022

## 19

opérations de travaux d'entretien sur des édifices protégés au titre des Monuments Historiques au bénéfice de 7 collectivités publiques et 10 propriétaires privés

## 120 206€

## > PRÉSERVATION DES ÉDIFICES ESPACES PROTÉGÉS

Neuf chapelles édifiées entre 1930 et 1934 sur les communes déclarées « mortes pour la France » suite à la Première Guerre Mondiale (Beaumont-en-Verdunois, Bezonvaux, Cumières le Mort Homme, Douaumont, Fleury-devant-Douaumont, Haumont-près-Samogneux, Louvemont côte du Poivre, Ornes et Vaux devant Damloup) ont été protégées au titre des Monuments Historiques. Ces chapelles perpétuent le souvenir de ces villages dévastés, non reconstruits.

La protection de la tour des Plaids sur la commune de Verdun a été établie par arrêté ministériel d'inscription au titre des Monuments Historiques le 4 mai 2022.



La protection des chapelles-abris à Verdun par un arrêté d'inscription au titre des Monuments Historiques le 15 décembre 2021



### Le saviez-vous ?



7 édifices sont labellisés dans le département :

- *plage aménagée du lac Vert sur la commune de Douillon*
- *village d'Eton (dans sa totalité)*
- *ancienne boulonnerie Parent dites « usine de Consenvoye » sur la commune de Gercourt-et-Drillancourt*
- *cinéma Lux sur la commune de Montmédy*
- *ancienne usine de la société de Lunetiers, sur la commune de Saint-Mihiel*
- *église Sainte Jeanne D'Arc, sur la commune de Verdun*
- *hôtel du Département sur la commune de Bar-le-Duc*

La labellisation Architecture Contemporaine Remarquable de l'Hôtel du département le 28 avril 2022



## › PATRIMOINE NON PROTÉGÉ

La DRAC Grand Est a initié un dispositif d'aide à l'amélioration qualitative du bâti patrimonial situé en espaces protégés. Cette aide financière est destinée aux propriétaires privés pour des travaux d'amélioration qualitative des bâtiments, en milieu rural ou urbain.

### 2021

9

Projets de particuliers dans le département (réfection d'enduit, de couverture, changement de menuiseries)

59 600€

### 2022

18

Les édifices impactés sont tant des constructions rurales isolées (anciennes fermes) que des immeubles d'habitation en cœur de ville ou des maisons de ville

56 950€

#### Avant



#### Après



Réfection de façade, suppression enduit ciment, mise en peinture changements des menuiseries / Commercy

#### Avant



#### Après



Nettoyage de façade en pierre et jointoiement chaux, sable, changement des menuiseries / Saint-Mihiel

## La cathédrale de Verdun

En sus de l'entretien courant d'un édifice classé au titre des Monuments Historiques appartenant au Ministère de la Culture, la mise en sécurité de l'édifice face aux dangers relatifs aux incendies a été réalisée courant 2021-2022.



### Travaux réalisés dans le cadre du plan Cathédrale du Ministère de la Culture pour la Cathédrale de Verdun

- Mise en place d'un système de sécurité incendie (SSI)
- Travaux d'isolation coupe-feu entre la cathédrale et le CMP
- Mise à jour de l'ensemble du système électrique



### Le saviez-vous ?

*Un exercice pompier du SDIS, organisé par l'UDAP, en conditions réelles, a été réalisé en septembre 2021. Il a permis de tester le bon fonctionnement des procédures (PSO et accès pompiers) et des matériels en cas d'incendie dans la cathédrale de Verdun.*

115 500 €







# VISITES OFFICIELLES



## VISITES OFFICIELLES



M. Marc FESNEAU, Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement et de la Participation citoyenne

Assemblée générale de l'Association des maires de Meuse

8 décembre 2021 - Sampigny

Mme Florence PARLY, Ministre des Armées

Visite du 3ème régiment d'hélicoptère de combat

10 mars 2022 - Etain



Mme Elisabeth BORNE, Première Ministre

Lancement de la 5ème étape du Tour de France Femmes avec Swift

28 juillet 2022 - Bar-le-Duc

Mme Patricia MIRALLES, Ministre déléguée en charge de la Mémoire et des Anciens Combattants

Commémorations

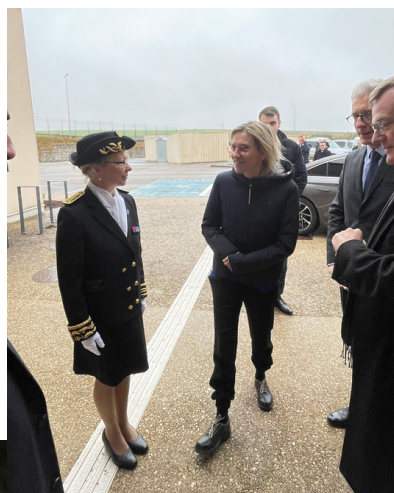
10 novembre 2022 - Fleury-devant-Douaumont, Douaumont-Vaux et Verdun



Mme Agnès Pannier-Runacher, Ministre de la Transition Énergétique

Comité de haut niveau - Projet CIGEO

1er décembre 2022- Saudron et Bure

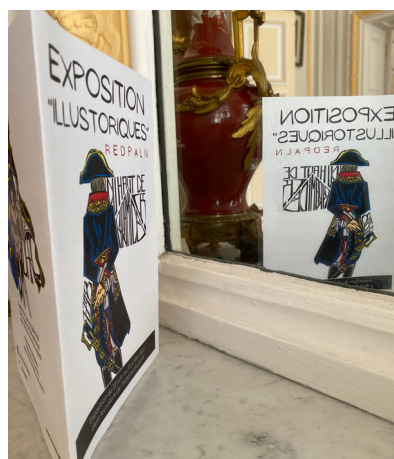


## ACTIONS CULTURELLES



Avril 2022 - Paul Claudel

Préfecture de la Meuse



Juin 2022 - Exposition  
"Illustoriques"

REDPALN



Octobre 2022 - Les Héroïnes

REDPALN

Novembre 2022 - La Photographie

Claire MONSILLON  
Jean-Louis BAJOLET  
Emmanuel TROMSON



L'héraldique est la science, la discipline ou l'art codifié des armoiries et des blasons. L'héraldique remonte au 12ème siècle au temps des Croisades, au temps des chevaliers au visage casqué, d'où le besoin de signes de reconnaissance.

Décembre 2022 - L'Héraldique

Dominique LACORDE  
Robert LOUIS





# PRÉFET DE LA MEUSE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

## SERVICES PUBLICS

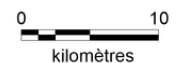


### Légende :

- Limites EPCI
- Limites départementales

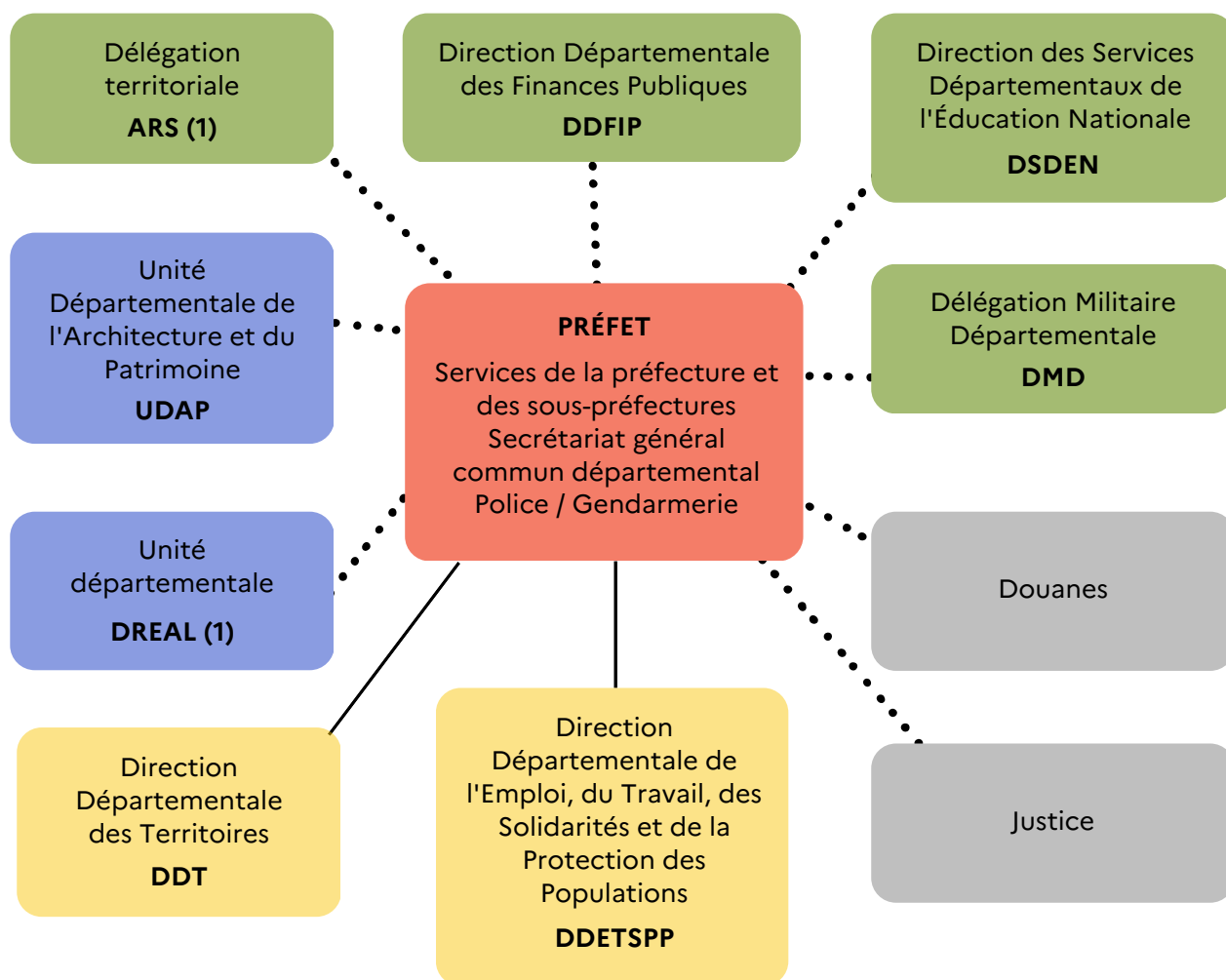
### Services publics :

- Gendarmerie
- Gare de voyageurs
- Pôle emploi
- Police
- France Services labellisée
- Centre Hospitalier
- Tribunal Judiciaire
- Centre de secours - SDIS
- Centre des Finances Publiques
- Emprise Militaire
- Préfecture / Sous-Préfecture



Réalisation	Référentiel	Source
Direction Départementale des Territoires Créée le 27 avril 2023	© IGN-BD CARTO ® Édition 2018	Données : MI 2023

## Les services de l'État



### La création du Secrétariat général commun départemental (SGCD)

Le Secrétariat Général Commun Départemental (SGCD) est un service déconcentré de l'État, à vocation interministérielle, qui relève du ministère de l'Intérieur. Son siège est à la préfecture. Il exerce ses missions au bénéfice de la préfecture, des sous-préfectures et des directions départementales interministérielles : Direction Départementale des Territoires (DDT) et Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP).

Le SGCD a pour objet de couvrir le domaine des activités dites supports et il intervient de manière mutualisée au bénéfice direct des structures administratives qu'il appuie au quotidien. Ses attributions concernent principalement :

- la gestion des ressources humaines
- la gestion budgétaire, immobilière, logistique ainsi que les achats
- la gestion des systèmes d'information et de communication.

La création des SGCD depuis le 1er janvier 2021, s'inscrit dans le cadre plus vaste de la réforme de l'Organisation Territoriale de l'État (OTE) qui a pour objectif de simplifier et de moderniser les procédures tout en rationalisant les moyens.

(1) DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ; ARS : Agence Régionale de Santé



## Les services de l'État

### Le corps préfectoral



Xavier DELARUE  
Préfet de la Meuse



Christian ROBBE-GRILLET  
Secrétaire général  
Sous-préfet de Bar-le-Duc



Bernard BURCKEL  
Directeur de  
cabinet



Marie-Paule TOURTE-TROLUE  
Sous-préfète  
de Verdun



Pierre-Yves ARGAT  
Sous-préfet  
de Commercy

### Les directions départementales interministérielles



Pascal DUCHENE  
Directeur de la  
Direction Départementale des  
Territoires



Corinne BIBAUT  
Directrice de la  
Direction Départementale de  
l'Emploi, du Travail, des  
Solidarités et Protection des  
Populations



Laurent MAITREHEU  
Directeur du Secrétariat  
Général Commun  
Départemental

## Les directions départementales



Alain AUBERT  
Directeur académique  
des services de  
l'Éducation nationale



Jean-Bernard GOSSOT  
Directeur des  
finances publiques

## Unité et délégation territoriales



Nadia CORRAL-TREVIN  
Cheffe de l'unité  
départementale architecture  
et patrimoine



Céline PRINS  
Déléguée territoriale  
de l'ARS

## Les directions de la préfecture



Alba BERTHELEMY  
Directrice de la citoyenneté  
et de la légalité



Laurent WISLER  
Directeur de la coordination  
des politiques publiques et de  
l'appui territorial

## Les forces de sécurité intérieure



Colonel Philippe POTIN  
Délégué militaire  
départemental



Colonel Sébastien SALVADOR  
Commandant du groupement  
de gendarmerie départemental



Commissaire Jonathan REY  
Directeur départemental de  
la sécurité publique



Colonel Yves GAVEL  
Directeur du service  
départemental d'incendie et de  
secours





@Prefet55



Préfet de la Meuse